

Tous gramscien ? Derrière la tempête sur l'islamo-gauchisme, le réveil de la France face au néo-progressisme identitaire



Depuis des décennies, l'extrême-gauche et une certaine gauche morale ont réussi à acquérir une influence dépassant de loin leur poids réel dans l'opinion française grâce à une série de victoires sémantiques, de l'islamophobie aux violences policières en passant par les vices de l'homme blanc. A quoi s'attendre une fois la contre-offensive des mots lancée ?

Avec Vincent Tournier

Atlantico : Le débat sur l'influence prépondérante du courant de pensée islamo-gauchiste dans les universités a mis pour la première fois sur la table du débat public l'influence néfaste d'une certaine gauche morale. En quoi l'arrivée de ce débat sonne un tournant sur la propagation de l'idéologie ?

Vincent Tournier : L'intervention de Frédérique Vidal marque peut-être un tournant. En tout cas, elle a provoqué un profond séisme dans le monde universitaire, comme le montre le

nombre très élevé de réactions publiés dans les médias ou sur les réseaux sociaux, qui sont souvent très virulentes à son encontre.

Il y a trois raisons à cette effervescence. La première est d'abord que certains veulent faire payer à la ministre la réforme de l'entrée à l'université (Parcoursup), ce qui explique pourquoi les appels à la démission épargnent Jean-Michel Blanquer alors que celui-ci a également dénoncé l'islamo-gauchisme.

La deuxième raison est que, avec cette déclaration, la ministre a ouvert une brèche considérable : elle a rendu publique une réalité bien connue mais qui était jusque-là très difficile à évoquer sur la place publique tant les pressions sont fortes. De nombreux universitaires savent en effet à quel point la situation est dégradée, à quel point les réseaux militants influencent ou contrôlent une partie de l'enseignement supérieur (on peut ici se reporter à la [remarquable analyse du philosophe Pierre-Henri Tavoillot sur Arte](#) . Les universitaires sont donc soulagés de voir que, enfin, leur ministre entend leur inquiétude et leur détresse quant à l'évolution de l'université, comme [ils viennent de le dire dans une tribune publié hier](#) .

La troisième raison est que la ministre a laissé entendre qu'on ne peut plus se contenter de dénoncer les dérives idéologiques mais qu'il faut désormais être plus précis en réalisant une enquête. On ne sait pas trop ce que cela signifie : la ministre envisage-t-elle à terme d'instaurer un contrôle politique sur les universités ? Une telle perspective a pu heurter des universitaires qui, souvent de bonne foi, sont attachés à préserver les libertés académiques. Il reste que le débat est désormais lancé : que va-t-il falloir faire pour que la République reprenne le contrôle de la situation ?

Cela s'inscrit-il dans l'expérience gramscienne que vivent les démocraties occidentales ?

Cette référence à Gramsci ne paraît pas très judicieuse dans le cas présent parce que, pour les universitaires qui ont pris conscience des problèmes et qui veulent agir, il ne s'agit pas tant de mener un combat idéologique que de se prémunir contre les idéologies. Les universitaires qui dénoncent l'islamo-gauchisme ne cherchent pas à imposer un projet de société, contrairement à ce que font les indigénistes et autres décoloniaux qui sont, eux, dans une logique purificatrice et éradicatrice. Ce sont simplement des gens qui sont effarés par le poids pris par les militants et les idéologies, et qui veulent que l'université retrouve sa sérénité et ses principes fondateurs, à savoir la raison et le savoir.

Là où les choses se complexifient, c'est que l'islamo-gauchisme est une accusation qui est reprise par des médias ou des militants qui sont perçus comme d'extrême-droite, ce qui a tendance à brouiller les choses. Pour le dire plus simplement, les universitaires hésitent à soutenir Frédérique Vidal parce qu'ils craignent d'être traités de fascistes. C'est sans doute ce qui a conduit certains d'entre eux à signer la pétition qui demande sa démission. Or, cette crainte repose sur une erreur d'analyse : ce n'est pas parce que l'extrême-droite reprend la formule islamo-gauchiste que celle-ci ne correspond pas à une réalité ou qu'elle ne doit plus

être dénoncée. Ce n'est pas parce que, dans les années 30, l'extrême-droite dénonçait le péril communiste que ce péril n'existait pas.

La popularité du terme islamo-gauchisme constitue-t-il une réaction à l'extrême-gauche qui gagné plusieurs victoires sémantiques en imposant dans le langage courant des termes porteurs de son idéologie (islamophobie, "homme blanc", racisme systémique...)?

Il est clair que, avec cette expression d'islamo-gauchisme, la gauche radicale a été prise à son propre piège. Elle qui a l'habitude de dominer le langage se voit accoler une étiquette qui ne lui plaît pas du tout et qu'elle n'a pas la possibilité de retourner pour en faire un titre de fierté. C'est ce qui amplifie son énervement. Le magazine de gauche *Alternatives économiques* vient par exemple [d'affirmer que l'islamo-gauchisme est un « slogan politicien haineux »](#), ce qui est assez curieux quand on sait qu'il s'agit au contraire de résister à une idéologie totalitaire, et quand on se souvient que la gauche radicale n'a pas cessé d'inventer des expressions qui ne sonnent pas franchement comme un appel à l'amour universel, comme « privilège blanc » ou « islamophobie d'Etat ».

Une autre tactique pour discréditer l'islamo-gauchisme a consisté à faire un parallèle avec l'expression « judéo-bolchévisme ». Cette expression a été utilisée avant-guerre par l'extrême-droite contre les communistes. On comprend le but de cette mise en équivalence : il s'agit de faire passer l'idée que c'est l'extrême-droite qui est à la manœuvre. Mais ce parallèle est assez indigne. Non seulement l'expression islamo-gauchiste a été proposée par le politologue Pierre-André Taguieff au début des années 2000, ce n'est donc pas une invention de l'extrême-droite ; mais de plus le parallèle avec le judéo-bolchévisme est ici totalement inapproprié. Le judéo-bolchévisme était en effet une expression antisémite qui visait à expliquer que le communisme est une création des juifs. Du coup, en voulant rapprocher ces deux expressions, les détracteurs de l'islamo-gauchisme laissent entendre d'une part qu'ils se voient eux-mêmes comme les héritiers du communisme, ce qui en dit long sur le rapport qu'ils entretiennent avec ce passé totalitaire, d'autre part que le gauchisme aurait été créé par les islamistes, ce qu'un psychanalyste pourrait voir comme un acte manqué : l'aveu que le cœur du gauchisme aujourd'hui n'est plus la question sociale mais la lutte religieuse au service d'une théocratie islamiste.

A quel point l'extrême gauche a-t-elle une influence idéologique supérieure à son poids réel dans l'opinion ? Vu les forces en présence, qui peut gagner cette bataille idéologique ? Est-il possible de reconquérir l'espace central de ceux qui sont peu touchés par l'idéologie, mais sensibles aux mots ?

La gauche a toujours eu un poids idéologique considérable. Elle peut mobiliser un grand nombre d'intellectuels et d'artistes, et elle dispose de relais très importants dans le monde associatif et les médias. Sa force de frappe symbolique est donc massive. Il suffit de regarder le

cinéma pour s'en rendre compte : combien de films ou de séries diffusés en France peuvent être classés à droite ?

Le problème est accentué aujourd'hui par une nouvelle radicalisation de la gauche, ce qui se manifeste à la fois par des mobilisations souvent assez dures (telles que les black blocs ou les groupes pro-migrants) et par une surenchère dans la critique politique (avec une condamnation de l'Occident, de son patrimoine, de ses productions culturelles, avec aussi des accusations lancées contre les hommes, les Blancs, les hétérosexuels, etc.).

Pour expliquer cette radicalisation, on peut suggérer deux explications. La première est la diversification ethno-raciale de la France, ce qui a eu pour effet de transformer les références idéologiques de la gauche. Comme le prolétariat a disparu de ses écran-radars, il a fallu lui trouver un remplaçant, en l'occurrence les nouveaux damnés de la terre que sont les immigrés et les minorités ethnoreligieuses (à l'exception toutefois des Asiatiques car ceux-ci ne coïncident pas très bien avec le schéma standard qui présuppose un besoin d'aide en vue de son émancipation). Par définition, ces minorités occupent une très faible place dans l'histoire culturelle et patrimoniale du pays ; de plus, comme elles sont issues de populations modestes et peu préparées aux modes de vie occidentaux, elles sont surreprésentées dans la criminalité et les trafics. Pour pouvoir agir au nom de ces minorités, les militants de gauche sont donc amenés à porter un regard extrêmement négatif sur la société française. D'où le recours à une formule comme le « racisme systémique », aboutissement logique de ce raisonnement, mais qui débouche sur des contradictions majeures : comment expliquer que ces populations se retrouvent en aussi grand nombre en France puisque la France est supposée être un pays abominablement raciste ?

La deuxième raison est l'affaiblissement électoral de la gauche, affaiblissement provoqué notamment par l'effondrement du Parti socialiste. Cet affaiblissement a déplacé le centre de gravité de la gauche vers l'extrême-gauche. On voit bien aujourd'hui que les intellectuels de centre-gauche sont totalement dépassés. Des gens comme Marcel Gauchet, Alain Finkielkraut ou Elisabeth Badinter, qui ont longtemps été des références sinon sacrées, du moins respectées, sont aujourd'hui méprisés par les militants de gauche, lesquels vont jusqu'à exiger leur bannissement de tous les lieux de débat. La revue *Le Débat*, qui représentait justement une certaine gauche libérale et anti-totalitaire, soucieuse de discussions rationnelles et argumentées, vient de se saborder parce que leurs responsables (Marcel Gauchet et Pierre Nora) font le constat que la discussion argumentée n'est plus possible. Laisse à elle-même, la gauche radicale n'a plus les freins de la gauche modérée, ce qui la pousse à la surenchère, elle qui a l'habitude de s'entre-déchirer dans une logique quasi-sectaire pour savoir qui sera le plus conforme à un certain idéal idéologique. Elle est ainsi incitée à vouloir aller toujours plus loin dans la radicalité : à celui qui suggère de réviser les manuels scolaires, un autre va dire qu'il faut aussi épurer les musées, et puis un autre qu'il faut éradiquer les statues, et ainsi de suite. C'est le propre d'une logique révolutionnaire, qui se nourrit continuellement de ses propres passions.

Si cette radicalisation est très problématique pour la démocratie, elle a malgré tout des avantages. Le premier est de générer un gouffre abyssal avec les électeurs. On ne peut pas

passer son temps à maudire la société française et à espérer simultanément convaincre les gens de voter pour soi. De fait, la gauche radicale s'enferme dans une fuite idéologique qui lui interdit d'espérer conquérir le pouvoir, d'autant qu'elle se met également dans l'incapacité de trouver des alliés. Des personnalités de gauche comme Martine Aubry ou Najat Vallaud-Belkacem espèrent encore fédérer toutes les familles de la gauche, de LFI jusqu'aux écologistes, mais on voit mal comment une telle perspective pourrait se réaliser compte-tenu de la radicalité idéologique qui habitent certains mouvements.

Le second avantage est de rendre la fréquentation de la gauche tellement inconfortable que cela contraint des intellectuels de gauche à prendre leur distance. Il faut dire que, sur le simple plan de la logique, certains arguments ne sont pas recevables, même avec la meilleure volonté du monde. Le slogan « islamophobie d'Etat », pour ne prendre que cet exemple, est absolument intenable dans un pays où les mosquées ont poussé partout sur le territoire. On peut certes tordre la réalité dans tous les sens pour lui faire dire ce qu'on veut, mais il y a quand même des limites. Ce n'est donc pas un hasard si Michel Onfray, pourtant issue de la gauche libertaire et anarchiste, mais effaré par la frénésie idéologique des militants radicaux, et constatant que tout ceci mène à une impasse, a choisi de se réorienter vers la défense de la souveraineté nationale à travers sa revue Front populaire.

Si l'extrême-gauche semble avoir conquis certains terrains sociétaux, peut-on imaginer que le camp conservateur remporte des victoires sur le terrain du régalien ?

Ce serait trop simple. Vous partez du principe que, la nature ayant horreur du vide, la droite pourrait s'engouffrer dans le registre sécuritaire que la gauche a déserté en s'investissant dans le sociétal. Sur le papier, cela peut avoir du sens, et c'est un peu ce qui se passe. Mais dans la réalité, c'est plus complexe parce que la droite donne souvent le sentiment de vouloir courir après la gauche. Peut-on d'ailleurs encore parler d'un camp conservateur dans la France contemporaine ? Peut-on encore trouver des gens qui, par exemple, assument de vouloir restreindre l'avortement ou le divorce ?

En fait, la droite a fortement évolué sur les questions de société, probablement parce que l'opinion publique elle-même a évolué. Comme une partie de la gauche, la droite accepte donc de donner plus de place aux libertés individuelles en matière de mœurs. Mais du coup, il devient plus difficile pour elle de prendre des positions claires et fermes sur des enjeux comme la sécurité ou l'éducation, ou même sur la laïcité et l'islamisme. A-t-elle vraiment un contre-projet à opposer à la gauche ? Il y a parfois de grandes déclarations, comme on vient de le voir à l'occasion du débat parlementaire sur le séparatisme islamiste, mais on est quand même dubitatif sur leur sincérité.

C'est pourquoi il faut être prudent lorsqu'on parle de l'islamo-gauchisme. En fait, cette expression ne doit pas oublier une autre partie de la réalité. S'il existe en effet un islamo-gauchisme, il existe aussi un islamo-droitisme, y compris à l'extrême-droite. Historiquement, en effet, l'extrême-droite traditionnelle, qui a été très antisémite, a pu éprouver une admiration pour l'islam, vu comme un allié potentiel dans la lutte contre les juifs, ce qui n'est

plus le cas aujourd'hui pour le Rassemblement national. Quant à la droite traditionnelle, elle est certes devenue une adepte de la laïcité depuis que celle-ci a été délaissée par la gauche, mais elle est loin d'être toujours très claire sur l'islamisme ; localement, elle peut être amenée à pactiser avec les groupes fondamentalistes pour des raisons électorales. C'est la force et le drame de la démocratie : il faut prendre les électeurs tels qu'ils sont.